

Quand les Albanais fêtent le centenaire de leur indépendance: Variations autour du pan-albanisme

Description

Les célébrations entourant le centenaire de la proclamation d'indépendance de l'Albanie le 28 novembre 1912 réactivent le débat sur les frontières du pays. Alors que la moitié de la population albanaise réside dans les pays limitrophes, cet événement est largement perçu, et présenté, comme celui des Albanais dans leur ensemble.

Le 28 novembre 2012, l'Albanie célébrait le centenaire de son indépendance (dans le contexte de l'éclatement des Guerres balkaniques, marquant la fin de la présence ottomane dans les territoires concernés), événement donnant lieu à certains malentendus. En effet, sous l'impulsion des autorités, les manifestations et les projets mis en œuvre ne se cantonnent pas à l'État albanais, mais concernent l'ensemble de la population albanaise, où qu'elle se trouve. D'ailleurs, les commémorations portent sur la proclamation de l'indépendance, et non pas sur sa reconnaissance (intervenue en juillet 1913), à un moment où l'objectif avoué était de réunir dans une seule entité l'ensemble des populations albanaises. Ce contexte implicite (mais omniprésent localement) légitime ainsi l'implication de populations n'ayant pas la citoyenneté albanaise, caractéristique qui englobe aussi bien les diasporas dispersées de par le monde que les populations albanophones résidant dans les pays limitrophes (Grèce, Kosovo, Monténégro, République de Macédoine, et Serbie).



De l'ambiguïté des célébrations

Principal artisan de cette approche, le Premier ministre Sali Berisha ne cache pas que ces célébrations doivent contribuer à mettre en avant le rôle important joué par les patriotes albanais (y compris d'ex-Yougoslavie) dans la création de l'Albanie, mobiliser la diaspora et souder la société albanaise en rééquilibrant les fractures de l'Histoire ancrées sous le régime communiste. Il s'agit, en somme, d'unifier un espace albanais en levant les barrières physiques et mentales qui le contrarie. Même s'il se décline avec des nuances, cet objectif est globalement partagé par l'ensemble des acteurs, ainsi qu'en témoigne l'attachement à réunir systématiquement des dignitaires des pays les plus significatifs (Albanie, Kosovo, Macédoine et Monténégro), autour des principaux temps forts^[1].

Au demeurant, ceux-ci n'ont pas attendu le lancement officiel des célébrations pour connaître leurs premiers développements. En l'occurrence, la construction d'une autoroute reliant l'Albanie au Kosovo (afin de faciliter son accès à la Mer adriatique) en constitua le premier signe tangible. Sa dénomination : « route de la nation » est des plus explicites, et les élans enfiévrés qui entourèrent son inauguration du côté albanais conduisirent les représentations diplomatiques occidentales à tempérer les ardeurs du gouvernement, à l'été 2009. Tout en faisant valoir la distinction à l'œuvre dans la région entre appartenance nationale et citoyenneté, les autorités ont néanmoins compris qu'il leur fallait

rassurer et opérer avec davantage de subtilité. Dès lors, la référence au modèle européen prit un caractère incantatoire, qu'il s'agisse de promouvoir l'utilisation de la monnaie nationale (le lekë) au Kosovo^[2], de créer les conditions d'une union douanière entre les deux pays, ou de faciliter la liberté de mouvement entre les États comptant des populations albanaises. Ce dernier objectif est déjà largement rempli avec la levée, par l'Albanie, de l'obligation de visas pour les pays concernés, y compris en l'absence de réciprocité (comme cela peut être le cas avec la Grèce). L'objectif de Tirana n'est pas tant que les Albanais puissent se déplacer sans contraintes dans ces États que de permettre aux albanophones de la région de se rendre aisément en Albanie. Remplissant cette fonction, les postes-frontières conjoints (mutualisant les services de police aux frontières et des douanes), avec le Monténégro (depuis juin 2009) et le Kosovo (depuis avril 2012)^[3], peuvent en outre se prévaloir du modèle européen de gestion intégrée des frontières^[4].

Préserver, développer et homogénéiser l'identité albanaise

Mais ces évolutions ne revêtent pas seulement une dimension « physique ». Elles gagnent tous les pans de la société, qu'il s'agisse de permettre l'accès du Kosovo au préfixe téléphonique international de l'Albanie (proposition agréée par le Premier ministre en septembre 2012), de confier à une chanteuse kosovare (Rona Nishliu, originaire de Mitrovica) le soin de représenter le pays au concours de l'Eurovision 2012, ou d'intégrer dans les équipes sportives des Albanais n'étant pas citoyens du pays^[5]. Ces évolutions prennent même une valeur programmatique dès lors qu'elles investissent le champ éducatif. Il est bien évident que l'emploi de méthodes scolaires albanaises dans les régions albanophones des Balkans (ainsi que cela est le cas au Monténégro ou en Serbie) ou l'élaboration d'un abécédaire commun albano-kosovar (présenté en mai 2012, à Prizren), contribuent à l'élaboration d'une identité consubstantielle aux populations albanaises de la région.

Cette démarche volontariste est particulièrement frappante dans le domaine culturel où elle s'ordonne principalement autour de deux axes : homogénéiser l'identité albanaise et endiguer son étiolement à l'étranger. Le premier se développe autour de la constitution et de la valorisation d'un patrimoine commun. Ainsi, la figure de Mère Teresa^[6] vient depuis peu enrichir et actualiser celle, plus classique (mais moins connue à l'étranger), du héros national Gjergj Kastriot Skënderbeg. En cette année commémorative, les deux personnalités connaissent une actualité dense avec une véritable floraison de projets monumentaux ou urbanistiques les mettant en valeur dans l'espace en albanais (dans sa conception la plus extensive possible)^[7].

La volonté affichée par les autorités albanaises et kosovares de préserver et de développer l'identité nationale albanaise à l'étranger se traduit aussi par un effort de structuration des organismes en charge de la diaspora. Le gouvernement kosovar fut le premier à manifester ouvertement son intérêt pour ces communautés en leur dédiant un Ministère, dès l'indépendance du pays en février 2008. Sans lui accorder la même visibilité institutionnelle, l'Albanie a de son côté constitué un Comité de la diaspora, organisme chargé de rendre les politiques publiques plus efficaces à leur endroit. Récemment, les deux pays ont exprimé leur intention de faire converger leurs efforts respectifs en œuvrant à la création de centres culturels albano-kosovars communs dans les pays de forte diaspora albanaise.

Nationalisme politique et idéologie pan-albanaise

L'activisme déployé dans les secteurs concernés, et plus particulièrement dans les domaines culturels et éducatifs, soulève un certain nombre d'interrogations en ce qu'il regorge d'implications pour l'avenir.

D'ailleurs, d'une façon générale, ces deux domaines sont habituellement deux précurseurs du nationalisme politique. Certes, les autorités prennent un soin remarquable à ne pas reproduire les erreurs commises durant les années 1990 en soutenant ouvertement des visées irrédentistes sur les pays voisins. Le rappel du soutien inconditionnel de l'Albanie aux respects de la souveraineté et de l'intégrité territoriale des États est au moins aussi fréquent que les invocations au modèle européen de l'espace Schengen. Qui plus est, la dimension politique des actions menées dans l'espace albanais est systématiquement minimisée ou niée. Pourtant, l'ambiguïté de ces discours est omniprésente si l'on s'en réfère à la volonté à peine feinte de réparer l'injustice commise par la Conférence de Londres qui, en 1913, laissa la moitié de la population albanophone en dehors des frontières du nouvel État^[8].

Si les autorités font preuve de la plus grande prudence, d'autres acteurs politiques ne se privent pas d'énoncer clairement une conviction unanimement partagée. D'ailleurs, l'idéologie pan-albanaise gagne de nouveau du terrain depuis quelques années, et non seulement parmi les quelques formations radicales (héritières de la lutte de libération nationale menée par l'UÇK -Armée de Libération du Kosovo-)^[9] marginalisées par la fin des conflits dans les Balkans, ou représentant les intérêts de populations irrédentes^[10]. La mouvance civique et citoyenne en a pris le relais, même si elle n'est souvent qu'un précurseur à un mode d'action résolument politique. Ainsi, l'union du Kosovo à l'Albanie est ouvertement prônée par le parti Vetëvendosje (Autodétermination), troisième force parlementaire au Kosovo, ou par l'Alliance Rouge et Noire (aux couleurs du drapeau national) en Albanie, deux formations issues de cette mouvance^[11]. L'action de ces deux partis se nourrit de l'idée que la nation albanaise est une et indivisible, qu'elle ne peut revêtir diverses incarnations. Cette approche est partagée par le gouvernement albanais qui, s'il admet la constitution d'un État kosovar, n'en accepte pas tous les corollaires, à savoir la création d'une identité kosovare spécifique (qui ne peut être qu'une expression régionale de l'albanité^[12]).

Bien que le contexte entourant les célébrations du centenaire contribue à mettre l'accent sur le processus d'homogénéisation de l'identité albanaise, les jeux restent très ouverts entre ces deux dynamiques concurrentes que sont l'affirmation d'un État kosovar et l'unification de la nation albanaise. À l'heure actuelle, les efforts déployés s'efforcent surtout de combiner habilement les deux. Il n'est pas sûr cependant qu'ils puissent indéfiniment être menés de front harmonieusement. Alors que le gouvernement de Tirana semble vouloir croire que le temps seul enracinera ce qui n'a pu être obtenu par la force ou par les moyens politiques traditionnels, rien ne permet de dire laquelle de ces deux aspirations « naturelles » s'imposera *in fine* dans les imaginaires collectifs de l'espace albanais.

* Responsable du bureau Balkans à la Délégation aux affaires stratégiques du ministère de la Défense (DAS) et membre associé du pôle Balkans de l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS)

Notes :

[1] Cela fut notamment le cas lors du lancement officiel des festivités, au mois de janvier 2012 devant le Parlement albanais, ou lors des commémorations du centenaire de la création de la Fédération pan-albanaise Vatra, principale association agissant en soutien de la cause albanaise, depuis les États-Unis.

[2] Proposition d'un député du parti au pouvoir (le Parti démocratique), exprimée en juillet 2012.

[3] Cette formule a également été proposée aux autorités macédoniennes pour les deux principaux points de passage, au bord du lac d'Ochrid.

[4] Le poste-frontière albano-monténégrin fut le premier d'un ensemble de douze structures équivalentes financées par la Commission européenne dans les Balkans.

[5] Le plus emblématique étant le Kosovar, Lorik Cana, joueur de football ayant évolué à l'Olympique

de Marseille et au Paris Saint-Germain.

[6] Née Anjeza Gonxhe Bojaxhiu, Mère Teresa est née à Skopje en 1910 d'une mère albanaise et d'un père valaque.

[7] Les travaux de construction d'une place Skënderbeg à Skopje (dans le quartier albanophone de la vieille ville, à deux pas du projet somptuaire « Skopje 2014 » glorifiant la population slavo-macédonienne) ont débuté au mois de janvier 2012, tandis qu'un jardin culturel « Mère Teresa » a été inauguré à Cleveland, au mois de septembre. En visite aux États-Unis, le président de la République d'Albanie déclara à cette occasion que « Mère Teresa a fait disparaître les frontières, rapprochant les gens ».

[8] Ce sentiment est partagé par l'ensemble de la population albanaise, y compris la moins partisane, par le simple fait que cette présentation est diffusée par le système scolaire.

[9] Après avoir combattu au Kosovo jusqu'en 1999, l'UÇK étendit son champs d'action en Macédoine et dans le sud de la Serbie, durant les années 2000-2001.

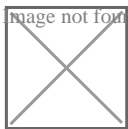
[10] Comme dans le cas du PDIU, défendant ceux des Tchames, population musulmane expulsée d'Épire grecque dans les années 1940.

[11] Vetëvendosje prit part à ses premières élections lors du scrutin législatif de l'automne 2010, après avoir été une association civique d'obédience anglo-saxonne active depuis 2004 sous le nom de Kosovo Action Network (KAN).

[12] Sentiment fort bien exprimé en 2011 par M. Moisiu, président de la République d'Albanie de 2002 à 2007, et proche du Parti socialiste.

Vignette : le monument de l'indépendance nationale albanaise de 1912 à Vlora en Albanie (carte postale, collection de Gilles et Jacqueline Jacquet)

Image not found or type unknown



[Retour en haut de page](#)

date créée

15/12/2012

Champs de Méta

Auteur-article : Renaud DORLHIAC*